BENGHEBRIT MISE SUR DES SÉANCES DE RATTRAPAGE

L'examen du baccalauréat aura lieu à la date prévue

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a fait savoir hier, que l'épreuve du baccalauréat aura lieu à temps. Pour compenser les cours non dispensés pendant la grève, des séances de rattrapage seront organisées suivant les besoins et capacités de chaque établissement.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Invitée de la rédaction de la radio Chaîne III, la ministre de l'Education nationale s'est voulue rassurante quant aux conditions de préparation des examens du baccalauréat pour l'année scolaire 2014-2015.

Nouria Benghebrit a d'abord tenu à écarter tout éventuel report de la date de cette épreuve. Pour compenser les cours non dispensés pendant la période de grève qu'a connue le secteur, des séances de rattrapage seront organisées.

La ministre laisse, néanmoins, libre initiative aux établissements du secondaire d'organiser des séances suivant leurs besoins et capacités.

Toujours dans le même chapitre, Nouria Benghebrit a exclu tout recours à la limitation des cours pour le passage de l'examen. Mieux encore, elle préconise de «rompre avec cette habitude et cet état d'esprit». Elle explique d'ailleurs que «l'acte pédagogique d'évaluer se fait par rapport à ce qui a été réalisé et non pas sur la base d'un programme». En clair, «l'évaluation sera faite sur la base de ce qui a été réellement fait».

L'autre bataille de Benghebrit

Après avoir réussi à mettre fin au mouvement de protestation qui paralysait le secteur, puis mettre en place une stratégie pour rattraper les cours perdus et organiser ainsi l'épreuve du baccalauréat à temps, Nouria Benghebrit ouvre un autre front. Celui de la réforme de l'école algérienne, dont d'ailleurs les lignes modernistes et futuristes commencent à se dessiner.

Photo : NewPress

Benghebrit rassurante.

La ministre veut ainsi innover et son action se fera pour un premier temps à travers la professionnalisation de toutes les catégories des corps d'enseignants. Ce qu'elle a d'ailleurs jugé «impératif», toujours sur les ondes de la radio Chaîne III. L'approche et le contenu pédagogiques ne sont pas aussi du goût de la ministre. C'est pourquoi elle a insisté sur «la nécessité de procéder à la réécriture des cours dispensés par l'école algérienne». Il faut dire que c'est l'aspect qui pénalise le plus la qualité de l'enseignement algérien, très peu d'ailleurs, reconnu dans le monde.

C'est donc le chantier le plus sérieux et le plus important qui sera ouvert dans le secteur de l'éducation depuis l'indépendance du pays, et la ministre a décidément du pain sur la planche. C'est dans le sens où beaucoup d'ennemis de l'évolution et du progrès font déjà obstacle à cette initiative. La preuve est que le volet pédagogique n'a, à aucun moment, figuré dans les revendications des enseignants. Certains se sont même prononcés contre toute réforme pédagogique.

Enfin, il est à signaler que Nouria Benghebrit a recadré ceux qui ont fait polémique de la distribution de CD comportant le programme scolaire, affirmant qu'une telle initiative était supplémentaire et non pas visant à remplacer les enseignants. «L'idée était d'innover», conclut-elle.

M. M.

Le SNTE soutient l'unité d'action syndicale

Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation plaide pour une réelle prise en charge des travailleurs du secteur. C'est le message clé qui ressort de l'intervention du secrétaire général sortant de cette organisation syndicale du secteur de l'éducation devant les participants, au troisième congrès qui s'est tenu hier à Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Très attendue par les congressistes, la ministre de l'Education Mme Benghebrit, encore moins un de ses représentants, ont brillé par leur absence aux assises du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE).

Une absence très ressentie par le secrétaire général, qui considère selon lui que «le partenariat doit être mutuel». Cela dit, lors de son intervention, M. Boudjenah a longuement parlé du parcours de l'organisation syndicale qu'il a dirigé deux mandats durant mais aussi les acquis et autres luttes menées par les travailleurs et leurs représentants syndicaux.

Le secrétaire général sortant, donné favori pour briguer un autre mandat à la tête de la SNTE, a également plaidé pour «l'unité d'action des syndicats du secteur de l'éducation». Selon lui, «la solidarité syndicale constitue une réelle force pour poursuivre le combat, et par voie de conséquence, arracher les revendications des travailleurs». «Notre organisation a payé un lourd tribut, car nous avons sauvegardé notre identité et sommes restés fidèles à nos principes, des principes fondateurs de notre organisation», ajoute M. Boudjenah. Il fera savoir aussi que «l'indépendance de l'organisation et de son action syndicale constitue notre crédo dans la lutte pour faire valoir les droits des travailleurs que nous représentons».

Ce troisième Congrès national du Syndicat national des travailleurs de l'éducation se veut comme une «étape importante pour procéder à une évaluation de nos actions mais aussi savoir si nous comptons sur la même voix ou procéder à une autre stratégie revendicative».

Dans son discours inaugural des travaux, le secrétaire général sortant du SNTE a évité d'évoquer la dernière crise qui a marqué le secteur de l'éducation, mais il a laissé entendre à demi-mot que «le droit à la différence est un acquis fondamental qu'il faut préserver dans le cadre du respect mutuel et des règles régissant la liberté d'expression». Enfin, il a rappelé les principales revendications de son organisation.

Un rappel qui intervient au moment où la ministre de tutelle a plaidé «la professionnalisation de toutes les catégories des corps enseignants et procéder à une réécriture des cours dispensés par l'Ecole algérienne».

A. B.

MISE EN MARCHE PROCHAINE DE CENTRES DE RADIOTHÉRAPIE

Un soulagement pour les malades

La mise en marche des accélérateurs des centres de radiothérapie de Constantine, Blida et Annaba ne peut que soulager les malades atteints du cancer. Le centre de Constantine accueillera les premiers malades en juin prochain.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Selon les normes, il faut deux machines de radiothérapie pour un million d'habitants. Un matériel qui nécessite d'ailleurs d'être renouvelé tous les 10 à 12 ans.

Or en Algérie, «ces machines sont restées plus de 25 ans sans être changées. Elles sont vétustes et obsolètes. Même les pièces de rechange ne sont plus disponibles vu l'ancienneté des modèles», a indiqué le professeur Aïcha Djamaâ, chef de service radiothérapie au CHU de Constantine, hier, à Alger.

Pour elle, les lourdeurs administratives ont empêché d'acquérir un nouveau matériel. Et de citer l'exemple du Trésor public qui «avait refusé de transférer l'argent vers des banques étrangères».

Le Pr Aïcha Djamaâ évoque également un autre problème qui entrave le renouvellement des machines. «Nous n'avons pas d'entreprises qualifiées», dit-elle avant de souligner la nécessité de faire appel aux entreprises étrangères.

Elle affirme qu'à Constantine, l'équipement est resté trois années et demie dans des caisses «alors que des malades mourraient».

«Le centre de radiothérapie de Constantine recevra enfin les premiers malades en juin prochain», assure-t-elle. Et d'ajouter que les accélérateurs des centres d'Annaba et de Blida seront fonctionnels d'ici fin 2015. Insistant sur la mise à niveau du CHU d'Oran et la mise en place du troisième accélérateur au CPMC (Centre Pierre-et-Marie-Curie), la spécialiste indique en outre que le secteur privé se dotera prochainement de trois cliniques spécialisées : une à Tizi-Ouzou et deux autres à Alger.

«Tous ces centres et cliniques seront opérationnels d'ici fin 2019. Ils permettront ainsi de rapprocher les délais des rendez-vous pour la radiothérapie», assure-t-elle encore. La chef de service radiothérapie au CHU de Constantine reconnaît, par ailleurs, l'«insuffisance» des manipulateurs et physiciens médicaux. «Aujourd'hui, l'équipement de la radiothérapie est sophistiqué et nécessite de former des manipulateurs et des physiciens médicaux. Même la formation des secrétaires médicaux, chargés de fixer les rendez-vous, s'impose», dit-elle. Optimiste, elle précise qu'une promotion de manipulateurs est attendue pour cette année.

De son côté, le professeur Kamel Bouzid, chef de service d'oncologie médicale au CPMC, compare la manipulation des accélérateurs de la radiothérapie au pilotage d'un avion. «Les conséquences d'une mauvaise manipulation peuvent être dramatiques», dit-il.

Il revient également sur le rôle du médecin qui, selon lui, a été «dénaturé». Il estime qu'il n'est plus question d'envoyer les malades avec des lettres et de leur demander de se débrouiller pour trouver un rendez-vous de radiothérapie. Il a, ainsi, insisté sur la «pluridisciplinarité» dans la prise en charge du cancer.

Ry. N.